



FORMULAIRE DE RUPTURE D'UN CONTRAT D'APPRENTISSAGE



Document à compléter et à renvoyer en 3 exemplaires au CFA pour transmission à l'organisme d'enregistrement

Le contrat d'apprentissage	
Date de début de contrat	
Date de fin de contrat	
Enregistré le	
Sous le numéro	
Organisme d'enregistrement	
L'employeur	
Entreprise	
Adresse	
Téléphone	
N° SIRET	
L'apprenti	
Prénom et Nom	
Date de naissance	
Adresse	
Téléphone	
Diplôme préparé	
Le représentant légal de l'apprenti mineur	
Prénom et Nom	
Adresse	
Téléphone	
Le Centre de Formation d'Apprentis	
Dénomination et site	CFA académique
Adresse	24, avenue Georges Brassens – CS 71003 – 97743 SAINT DENIS CEDEX 9
Téléphone - Courriel	02 62 48 14 13 – cfaacademique@ac-reunion.fr

Cocher obligatoirement la case correspondante et joindre les justificatifs

- Rupture pendant la période d'essai** (45 effectifs en entreprise) du contrat d'apprentissage par l'apprenti ou l'employeur, art L. 6222-21 du code du travail
- Rupture d'un commun accord** entre l'apprenti et l'employeur (aucune faute de l'une ou l'autre des parties ne peut motiver un tel accord), art L. 6222-18 du code du travail
- Rupture en cas de faute grave ou de manquements répétés à ses obligations, de la part de l'employeur ou de l'apprenti : la résiliation doit être impérativement prononcée par le Conseil des Prud'hommes, ou le juge d'instance** (à défaut, la rupture est sans effet et l'employeur doit dès lors payer les salaires jusqu'au jour où le juge statue sur la résiliation)
- Rupture en cas d'inaptitude de l'apprenti** à exercer le métier auquel il voulait se préparer (prononcée par le Conseil des Prud'hommes), art L 6222-18 du code du travail
- Rupture en cas d'obtention du diplôme** ou du titre de l'enseignement technologique préparé par l'apprenti (le contrat peut prendre fin de plein droit à l'initiative de l'apprenti avant la date de fin de contrat), art L. 6222-19 du code du travail
- Rupture par décision administrative** du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle consécutive au risque sérieux d'atteinte à la santé ou à l'intégrité physique ou morale de l'apprenti
- Rupture par décision motivée du Préfet du Département** pour méconnaissance des obligations à la charge de l'employeur

Date d'effet de la rupture :

Fait à :

L'employeur

Le :

L'apprenti

Le représentant légal

Rupture enregistrée par :

Le :